



29 septembre 2010 : un nouveau point de départ de la mobilisation européenne

Le Parti de la Gauche Européenne s'associe activement à la journée européenne de grèves et manifestation du 29 septembre 2010, initiée par la Confédération européenne des syndicats. Cette journée répond au besoin de pouvoir, tous ensemble, dire non aux mesures d'austérité que l'UE, les gouvernements et le FMI veulent imposer aux salariés, aux populations.

Les causes de la crise ne sont pas à chercher du côté de tel ou tel pays "trop dépensier", mal côté par les agences privées de notation, même si les responsabilités des gouvernements qui ont accepté de livrer leur économie aux grands intérêts financiers doivent être soulignées.

C'est plus fondamentalement la crise du capitalisme financiarisé dominant à l'échelle du monde. L'Europe est particulièrement secouée. La nature même de la construction européenne, sous les auspices de la concurrence libre et non faussée et des dogmes néolibéraux, inscrits en 1992 dans le traité de Maastricht et renforcés dans le traité de Lisbonne de 2007, s'avère un puissant facteur de crise. Au lieu de l'harmonisation promise, les clivages s'accroissent, certaines régions au sein de l'UE sont prises dans une véritable spirale descendante.

La cure d'austérité ne peut en aucun cas apporter de solution aux problèmes posés, car elle donne encore plus de pouvoir au marché financier, processus qui est à l'origine de la crise. Elle ne peut au contraire que conduire à la récession et aggraver la situation de l'emploi, des ménages et des Etats. Nombre de gouvernements en Europe adoptent des méthodes de plus en plus autoritaires et inquiétantes pour faire passer ces choix contre lesquels les résistances se multiplient. C'est une mise sous tutelle de la démocratie.

La confrontation autour des exigences sociales et démocratiques se durcit dans nombre de pays et se joue aussi sur le niveau européen. Chaque lutte, chaque avancée positive dans un pays est une contribution forte utile pour tous. Et agir contre la crise signifie également changer le contenu et les méthodes de la construction européenne.

Nous pouvons sortir de la crise des recettes publiques.

On nous dit partout que les caisses sont vides, pour justifier la rigueur, la régression. Cette logique est insensée. La crise - réelle - des finances publiques est avant tout une crise de recettes publiques. Les gouvernements et l'UE doivent rompre avec la logique "la dette pour les Etats, la ceinture pour les peuples, les profits pour la finance".

C'est avec une logique opposée qu'il devient possible de trouver des solutions. Des moyens nouveaux doivent être mobilisés, ce qui demande une toute autre répartition des richesses. Les caisses publiques et sociales se remplissent quand le chômage recule, quand les salaires sont plus élevés, quand les revenus des grands actionnaires et financiers sont mis à contribution, quand la fiscalité est basée sur la justice sociale.

La politique économique doit être conçue à partir de l'intérêt commun et non "du marché". Ce n'est pas la relance financière qui est à rechercher, mais celles des services publics qui répondent aux besoins de l'ensemble de la population, des activités privées et publiques utiles et de l'emploi de qualité en faisant reculer la précarité qui gangrène le monde du travail et les sociétés.

La BCE doit pouvoir prêter aux Etats à taux bas afin qu'ils puissent se libérer de la pression des marchés financiers.

Taxer les transactions financières est un pas dans la bonne direction. Mais il faut, au-delà, transformer le secteur financier et bancaire, afin que ses activités favorisent le développement humain et écologique. L'usage de l'argent public doit être basé sur des critères transparents et démocratiques et générer plus de pouvoir public et citoyen.

Nous voulons une Europe construite sur la démocratie et la solidarité.

Nous sommes à un tournant de la confrontation de classe en Europe. Le capital ne change pas son visage : tous ses représentants font front contre les peuples. La violence des moyens utilisés nous montre leur détermination. Les gouvernements, s'inscrivant dans la même logique, n'entendent plus les peuples et réduisent leurs droits sur le plan social et démocratique.

Face à eux, nous avons besoin de construire une dynamique sociale et politique, un front solidaire européen porteur d'alternatives en faveur de réponses aux besoins humains et écologiques. Renforcer la solidarité dans cette confrontation, cela signifie de mener la bataille dans chaque ville, dans chaque entreprise et institution, dans chaque pays, car chaque fois qu'un recul est infligé à cette logique, il est utile à tous.

Et la bataille est à mener aussi tous ensemble en Europe contre la même logique d'austérité qui sévit partout, car notre action commune à l'échelle européenne encourage, renforce la multitude des résistances et la recherche d'une stratégie alternative européenne.

La Parti de la Gauche Européenne veut être utile à la constitution d'un tel front. Nous avons besoin de reconstruire un modèle social et une véritable démocratie en Europe pour aller ensemble vers un nouveau mode de développement.

LES PARTIS MEMBRES ET OBSERVATEURS DE LA GAUCHE EUROPEENNE:

Kommunistische Partei Österreichs (Autriche), Беларуская партыя левых "Справядлівы свет" (Biélarus), Parti Communiste (Wallonie-Bruxelles, Belgique), Kommunistische Partij (Flandre, Belgique), Strana demokraticko socialismu (République Tchèque), Enhedslisten - De Rød-Grønne (Danemark), Eestimaa hendatud Vasakpartei (Estonie), Suomen kommunistinen puolue (Finlande), Vasemisto (Finlande), Parti communiste français (France), Parti de Gauche (France), Die Linke (Allemagne), SYNASPISMOS (Grèce), Magyarországi Munkáspárt 2006 (Hongrie), Partito della Rifondazione Comunista (Italie), Dei Lenk (Luxembourg), Partidul Comunistilor din Republica Moldova (Moldovie), Bloco de Esquerda (Portugal), Partidul Alianta Socialista (Roumanie), Rifondazione Comunista Sammarinese (Saint-Marin), Izquierda Unida (Espagne), Esquerra unida i alternativa (Catalogne, Espagne), Partido Comunista de Espana (Espagne), Parti suisse du travail (Suisse), Özgürlük ve Dayanışma Partisi (Turquie), Une Autre Gauche (Belgique), AKEL (Chypre), Yeni Kıbrıs Partisi (Chypre), Komunistická strana Čech a Moravy (Republique Tchèque), Deutsche Kommunistische Partei (Allemagne), AKOIA (Grèce), Partito dei Comunisti Italiani (Italie), Sinistra Europea (Italie), Młodzi Socjaliści (Pologne), Komunistická strana Slovenska (Slovaquie)

